



LU POUR VOUS 25 JUIN 2019



METZ : rassemblement de policiers pour défendre l'avantage spécifique d'ancienneté

Plusieurs dizaines de policiers du Grand Est se sont rassemblés, mardi à Metz, à l'appel du syndicat **UNITÉ SGP POLICE-FO**, pour protester contre un nouveau mode de calcul de l'avantage spécifique d'ancienneté (Asa) qui crée, selon eux, «une injustice».

Les policiers, casquette sur la tête ou autocollant sur leur tee-shirt aux couleurs du syndicat, se sont rassemblés devant le Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur de la Zone Est, pour demander l'annulation de la prescription quadriennale pour le calcul de l'Asa.

Cette prime, accordée après trois ans de service dans une zone considérée comme difficile, permet d'obtenir entre autres un avancement d'échelon plus rapide et une priorité dans les mutations.

En 2011, le Conseil d'Etat avait jugé illégal l'arrêté, datant de 2001, n'accordant l'Asa qu'aux agents en poste en Ile-de-France et demandé en 2015 son extension aux fonctionnaires de police en régions. Sans réponse de leur ministère de tutelle, des policiers avaient formé des recours devant les tribunaux administratifs dès 2014 et obtenu gain de cause.

En 2016, l'Etat avait listé, dans un décret, 161 circonscriptions éligibles à l'Asa et proposé une rétroactivité depuis 1995.

«Les premiers versements ont commencé en 2017, certains collègues ont touché jusqu'à 8.000 euros», a dit à l'AFP Emmanuel Georg, secrétaire régional Alsace pour **UNITÉ SGP POLICE-FO**.

«Mais en août 2018, ça s'est tari, il n'y avait plus de moyens, et là on nous annonce que la prescription quadriennale va être appliquée», soit une rétroactivité sur les quatre dernières années, a-t-il précisé.

Selon lui, les primes vont alors s'échelonner de **«500 à 1.000 euros, au mieux»,** ce qui crée **«une rupture d'égalité dans le traitement des dossiers»**.

«C'est une injustice. Cet argent, l'Etat nous le doit, on ne l'a pas volé, et c'est même lui qui a édicté cette règle», a pesté un policier alsacien.

«Nous voulons protection et reconnaissance», était-il écrit sur un tee-shirt et **«Policiers en colère»** sur une banderole. Un dessin d'un poulet déplumé, tenu par le cou d'une main, avec la mention **«Marre d'être plumé»,** a été collé sur un panneau publicitaire.

«On demande que l'Etat paie ses dettes», a dit Stéphane Morisse, secrétaire national délégué pour le Grand Est, dénonçant aussi le retard dans le versement des Asa.

«Depuis novembre (et les manifestations des «gilets jaunes», NDLR), **on a toujours répondu présent pour assurer le service d'ordre... et c'est comme ça qu'on nous remercie»,** a déploré M. Georg.

